
[Signez le petition ! Des femmes africaines exigent que les entreprises de palmier à huile leur rendent leurs terres et que cesse la violence](#)

Soutenez les femmes africaines ! Signez la pétition incluse dans cet article en remplissant le formulaire ci-dessous. Les femmes organisées qui vivent autour des plantations industrielles de palmiers à huile dénoncent différentes formes de violence.

Les Nations Unies ont proposé la campagne de « 16 jours d'activisme » contre les violences faites aux femmes, entre le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, et le 10 décembre, Journée internationale des droits de l'homme. L'organisation camerounaise Réseau des acteurs du développement durable (RADD) y a participé avec une campagne journalière de messages courts dans lesquels elle a associé chacun des Objectifs de développement durable (ODD) aux différentes façons dont les femmes africaines subissent l'expansion des plantations industrielles dans leurs territoires. Le RADD a affirmé que, pour atteindre ces 17 objectifs, il est nécessaire de ne pas laisser de côté les femmes qui vivent autour des plantations industrielles et d'éliminer toutes les formes de violence à leur égard.

À la fermeture de cette campagne, nous réitérons les plaintes des femmes africaines qui vivent autour des **plantations industrielles de palmiers à huile**, une monoculture encouragée par les gouvernements et les organismes de certification internationaux comme la RSPO. Se servant d'arguments trompeurs, ces institutions affirment que les plantations à grande échelle sont un moyen « durable » de produire de l'huile pour les industries alimentaire et cosmétique et pour celle des agrocarburants. Or, loin d'être durables et d'améliorer le mode de vie des communautés locales, **ces plantations aggravent la situation de pauvreté, de discrimination et de violence dans laquelle vivent les femmes et leurs enfants.**

L'arrivée des plantations industrielles de palmiers comporte le vol de terres et la destruction des forêts dont les femmes et leurs familles dépendent pour subsister, l'exploitation au travail, la criminalisation de la consommation et la possession de fruits de palmier, l'exposition à des produits toxiques et la pollution de l'eau. De même, les femmes sont exclues de la prise de décisions concernant l'usage de leurs terres, et elles sont victimes de discrimination et de poursuites si elles se mobilisent pour défendre leurs droits. Dans les déclarations de [Mundemba](#) (Cameroun) de janvier 2016 et de [Port Loko](#) (Sierra Leone) d'août 2017, des femmes organisées ont dénoncé ces formes de violence et d'autres encore. Et le 21 septembre 2017, Journée internationale de lutte contre la monoculture d'arbres, elles ont lancé une [pétition](#) pour que leurs terres leur soient restituées et que la violence cesse.

Les 17 Objectifs de développement durable font partie de l'Agenda 2030 pour le développement durable de l'ONU, adopté en 2015 par plus de 150 pays. Ils sont entrés en vigueur en 2016, et il est attendu des États participants qu'ils en suivent les directives. Les objectifs portent, entre autres choses, sur l'élimination de la pauvreté, sur la sécurité alimentaire, sur la santé et l'éducation, sur l'égalité entre les sexes, sur le travail décent et sur la protection des forêts et des océans.

Dans presque tous les cas, les ODD partent d'un diagnostic qui **n'explique pas les causes véritables, directes ou sous-jacentes**, de la pauvreté, du déboisement ou de la perte de la souveraineté alimentaire, dont les répercussions sur les femmes sont directes et différenciées. Ils ne mentionnent pas l'avancée des industries extractives sur les pays de l'hémisphère sud, alors que ces industries impliquent le déplacement des communautés paysannes et autochtones et la perte de leurs territoires ; ils ne parlent pas non plus de la consommation non durable des pays du Nord en particulier.

D'autre part, certains organismes des Nations Unies comme la FAO proposent de **fausses solutions** aux problèmes du déboisement et de l'insécurité alimentaire, telles que l'augmentation des plantations industrielles d'arbres, les systèmes de compensation pour la perte de biodiversité, les échanges d'émissions et les programmes REDD+. Ces politiques – dont le but est de maintenir les taux de pollution et de consommation mais en les « compensant » –**sont imposées de façon verticaliste et renforcent les structures patriarcales.**

De leur côté, **ces femmes riveraines demandent à participer aux décisions et qu'on leur rende leurs terres. Dans leur pétition elles disent** : « Nous exigeons le respect des droits des femmes à l'intérieur et autour des grandes plantations des monocultures agricoles. Ces femmes demandent que les terres leurs soient rétrocédées parce qu'elles doivent pouvoir continuer à jouir de leurs droits coutumiers d'usage pour leurs activités de production afin d'assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire de toute la communauté, la stabilité et l'épanouissement de la famille, la paix et le développement dans ces régions. Les femmes doivent décider de l'utilisation de leurs terres. »

Si vous souhaitez signer la pétition pour vous solidariser avec les femmes d'Afrique, veuillez remplir le formulaire suivant avec votre nom et / ou le nom de l'organisation à laquelle vous appartenez et le pays:

[box type="download"] **Cette pétition est maintenant terminée. Date de fin: Mar 05, 2018.**
[Téléchargez les signatures.](#) [/box]